

Comment sortir la gauche de l'impasse

PAR JOSEPH CONFAVREUX ET HUGUES JALLON
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 12 MARS 2017

Peut-on faire autre chose que déplorer l'effondrement de la gauche ? Il est urgent d'imaginer une autre voie, qui ne soit ni la « troisième », ni une impasse, ni condamnée à rester éternellement minoritaire. À condition d'un réarmement intellectuel en profondeur et d'un réexamen des lignes de fracture politiques. Un article de la *Revue du Crieur*.



Donald Trump vient d'accéder à la tête de l'État le plus puissant de la planète et de confier les clés du monde à ceux qui en précipitent la chute : les ultra-riches (la fortune cumulée des quelques membres de son administration dépasse le patrimoine combiné de plus de 100 millions de ses concitoyens), les adeptes les plus fervents du capitalisme décomplexé (un climat-sceptique à l'environnement, un avocat-lobbyiste de Wall Street à la régulation de l'économie, un P.-D.G. d'Exxon comme chef de la diplomatie, etc.), les tenants de la réaction sociale (un antiavortement opposé à l'ObamaCare à la santé, une partisane de l'école privée à l'éducation, un sympathisant de l'*alternative right* raciste comme directeur de cabinet, etc.).

Donner aux pontes de Goldman Sachs les postes ministériels déterminants ne constitue pas une innovation. Un Républicain (George Bush père) et un Démocrate (Bill Clinton) s'y étaient exercés avant

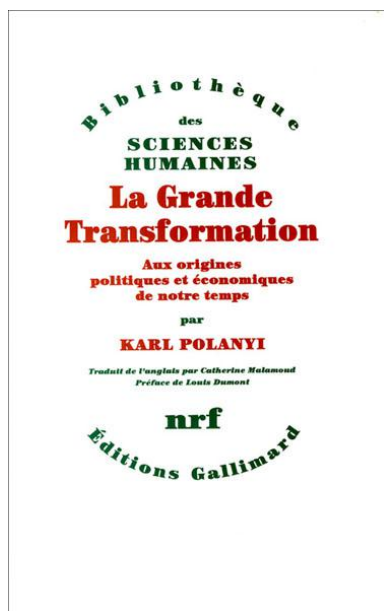
lui. Il serait donc trop facile de diaboliser la figure du magnat de l'immobilier et du professionnel de la télé-réalité pour s'exonérer des erreurs commises par le passé. La victoire de Donald Trump, aiguisée par le désarroi croissant de nombreuses catégories populaires et portée par le vote des groupes sociaux privilégiés, constitue en effet à la fois l'aboutissement de logiques antérieures et un vertige inédit, qui ne se limite pas aux États-Unis.

Désormais, les « démocrates », qu'ils soient américains ou italiens, les « socialistes » français ou les « travaillistes » britanniques ne peuvent plus occulter leurs responsabilités dans l'arrivée aux affaires de personnages issus des mêmes moules qu'eux, mais affichant leur volonté de « rupture », même si cette rupture consistera souvent d'abord à accélérer les politiques économiques et les tentations autoritaires mises en œuvre par une social-démocratie ayant largué les amarres avec son héritage et perdu les tables d'orientation de son avenir. L'abandon de pans entiers du peuple sous l'effet de politiques inégalitaires expose en plein jour les impasses du chantage à une politique du « moins pire », tout comme les limites d'un réflexe de « vote utile », souvent devenu inutile.

Dans le même temps, cet événement doit produire un électrochoc dans les manières de penser à gauche, dans un contexte géopolitique de militarisation des tensions et de pleine santé des pouvoirs autoritaires aux portes de l'Europe ou en son sein. Ce vertige oblige en effet la gauche à sortir de ses impasses stratégiques et politiques, mais aussi intellectuelles : il ne suffit pas que l'histoire lui ait donné raison, que ce soit en matière économique avec la crise bancaire et financière de 2008, dont le marasme se poursuit jusqu'à aujourd'hui, ou sur les questions écologiques, alors que l'année 2016 a été la plus chaude de l'histoire depuis que les relevés météorologiques existent.

D'un côté, le triomphe sans fard des bénéficiaires et des responsables des abysses d'inégalités (selon Oxfam, les huit personnes les plus riches du monde détiennent désormais une richesse égale à celle de la moitié la plus pauvre de la population mondiale)

est proprement effrayant. Les Bourses affichent des hausses impressionnantes, juste après avoir exprimé leur « inquiétude » au lendemain du Brexit ou de l'élection de Donald Trump. François Fillon n'hésite pas à se revendiquer de Margaret Thatcher.



Cette offensive tous azimuts – économique, politique et culturelle – est en train d'éloigner définitivement de la scène une gauche démotivée et dépeuplée (qui a déjà largement déserté les urnes) et des catégories populaires dont la confiance dans les institutions et l'élection s'est effondrée au point d'interdire quasiment la victoire de candidats réellement progressistes. La désaffection profonde des catégories populaires vis-à-vis des programmes de la gauche gouvernementale, qui ne leur promet aucun changement autre qu'en paroles, s'inscrit dans un monde devenu marchandise et dans le triomphe de la « société de marché » annoncé par Karl Polanyi. Le « *nouvel esprit du capitalisme* » étudié par Ève Chiapello et Luc Boltanski s'est imposé, et on mesure tous les jours l'« épanouissement » de cette subjectivité néolibérale analysée par Pierre Dardot et Christian Laval.

Les politiques économiques et sociales appliquées par des gouvernements de grande coalition, ou aux couleurs politiques de plus en plus brouillées, ont induit une nouvelle « *raison du monde* », qui n'est ni

un retour au libéralisme classique ni la restauration d'un capitalisme « pur ». Ce régime qui érode la conception traditionnelle de la démocratie ne se contente pas de voir dans le marché une donnée naturelle qui limiterait l'action de l'État. Il prétend faire de celui-ci la norme de toutes les sphères de l'existence humaine, et de l'entreprise et de la concurrence les modèles du gouvernement d'un sujet devenu entrepreneur de lui-même. L'« oracle » prononcé dès 2005 par le multimilliardaire Warren Buffet (« *Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner* ») a ainsi été réalisé au-delà de ses espérances, matériellement, culturellement, voire anthropologiquement.



De l'autre côté, sans fantasmer rétrospectivement une période où les camps auraient été cohérents et les lignes orthogonales, le temps est à la confusion politique générale. Qu'un Alain Madelin, ancien porte-étendard du reaganisme français, en vienne à dénoncer dans le programme de François Fillon une « *purge patronale* » ou qu'un Emmanuel Macron intitule son livre *Révolution* devrait, en temps normal, simplement prêter à sourire. Mais, par temps obscurs, ce confusionnisme constitue le vecteur des pires recalibrages politiques, que ce soit en termes de trajectoires personnelles ou – plus grave – de mouvements de fond. Surtout, il vient prendre le camp

progressiste à la fois en étai et à revers, au motif que les mots que Marine Le Pen s'est appropriés (le « peuple », les méfaits de la mondialisation et de l'Europe, le souci des « invisibles », le « descenseur » social...) seraient devenus « inemployables ».

Faire que le confusionnisme ne soit pas le tombeau définitif de la gauche face à une droite radicalisée et triomphante impose des recompositions politiques, des clarifications idéologiques et des débats stratégiques. En allant au-delà des appels convenus à la « résistance » ou des considérations nébuleuses sur la « post-politique » ou la « post-vérité ». **Comme le relevait** l'économiste et philosophe Frédéric Lordon de manière cinglante, « *la post-politique est un fantasme. Elle est le profond désir du système intégré de la politique de gouvernement et des médias mainstream de déclarer forclos le temps de l'idéologie, c'est-à-dire le temps des choix, le désir d'en finir avec toutes ces absurdes discussions ignorantes de la "réalité", dont il nous est enjoint de comprendre que, elle, ne changera pas* ». Slavoj Žižek s'était, de son côté, employé à montrer, quelques années plus tôt, que ce qui avançait sous le masque de la « post-idéologie » était probablement l'idéologie la plus efficace ayant jamais régné.

Ce constat impose aussi de ne pas s'exonérer face à une descente aux enfers qui exige une remise en cause profonde de nos manières de penser. Les gauches ont en effet une lourde part de responsabilité dans leur faiblesse actuelle, même si l'offensive néolibérale menée depuis plus de 30 ans, l'effondrement du bloc soviétique et la fin de l'idée d'une alternative existante au capitalisme, l'essoufflement de l'idée de progrès et la mondialisation ont objectivement renforcé la droite.

Les reniements répétés, par le ralliement de tous les partis de la gauche institutionnelle à la vulgate néolibérale, à la « bonne gouvernance » des affaires sociales et économiques qui, avec l'homogénéisation sociale croissante des élites politiques, a achevé de séparer la gauche de gouvernement de la gauche réelle, plongeant cette dernière dans une incapacité à se projeter dans l'idée de « gouverner » ou même simplement de se retrouver en position hégémonique,

sont les premiers responsables de cet affaiblissement. Mais la gauche fière d'être restée « de gauche » ne peut pas faire non plus l'économie d'une profonde introspection. « *Notre époque n'est pas une fête et nous y avons contribué* », rappelait un personnage du film *Le Pornographe*, de Bertrand Bonello.

La fête et la peur ont changé de camp depuis plusieurs décennies, et la gauche ne peut plus guère s'appuyer sur les cadres de pensée et d'action qui ont fait son succès au XX^e siècle, dans sa version communiste ou sociale-démocrate : le prolétariat, le sens de l'histoire, le progrès, etc. Son paysage est fragmenté comme jamais, et chacun tente de convoquer ou de révoquer un héritage en miettes, faute d'avoir une vision claire des chemins qu'elle pourrait encore emprunter. Les orphelins d'une gauche combative qui ne s'excuse pas d'être elle-même en sont réduits à la déploration de cette fragmentation ou, pour les plus optimistes, à l'appel à recoller les morceaux.

Pourtant, la fragmentation n'est pas, en soi, rédhibitoire, comme le montre la capacité de Marine Le Pen à accommoder une ligne incarnée par Florian Philippot avec celle dont Marion Maréchal-Le Pen est la principale représentante. Et, dans une certaine mesure, l'éclatement à gauche témoigne d'une effervescence peut-être supérieure à celle des décennies d'hégémonie intellectuelle de la gauche, où régnait une certaine *doxa* communiste.

Plutôt que de traquer sans cesse les grands écarts bien réels d'une Marine Le Pen ou d'un Donald Trump, la gauche ferait bien de voir comment certaines contradictions sont surmontables et peuvent même engendrer des scores majoritaires, à deux conditions : être arrimées à un projet puissant, susceptible de mobiliser les affects et la raison ; et s'inscrire dans une conception dynamique et non arithmétique de l'espace politique. Pendant cinq ans, François Hollande n'a ainsi cherché qu'à être le barycentre d'une gauche « molle », qu'Emmanuel Macron tente aujourd'hui de dépasser par la droite, Benoît Hamon par la gauche et Jean-Luc Mélenchon par l'extrême gauche. Une

dynamique forte à gauche ne se fera pas sans visée inclusive, mais pas non plus par la recherche d'un improbable équilibre en son centre.

Réflexes

Mais une telle alchimie ne peut se contenter d'une mécanique de convergence ou d'une synthèse édulcorée. Elle suppose ainsi d'abord d'abandonner certains réflexes de pensée, dont le premier est cette « *pensée tiède* » identifiée en son temps par Perry Anderson. Cette « *pensée tiède* » a fait du socialisme de François Hollande sa terre d'élection et dispose de relais médiatiques et éditoriaux aussi puissants que convenus, ne laissant apparaître les pensées dissidentes qu'en les reléguant dans les marges ou en les enfermant à l'intérieur de « *débats* », à la fois désactivés sur le fond et artificiels sur la forme.



Tony Blair en 2011

Cette pensée prétendument tempérée refuse de prendre sa responsabilité dans le marasme, alors que la « *raison* » n'est pourtant pas du bord de ceux qui font semblant de chercher une voie moyenne, plus juste, plus raisonnable, en réalité seulement plus frileuse. De même qu'une gauche d'antan soi-disant « *responsable* » avait voulu, hier, disqualifier la gauche altermondialiste – jugée par elle irresponsable, archaïque et tiers-mondiste – sans parvenir pour autant à endiguer la dynamique néolibérale responsable de tant d'inégalités et de violences –, une gauche d'aujourd'hui qui se présente comme « *réaliste* » doit assumer sa responsabilité historique : celle d'avoir été le meilleur agent de la néolibéralisation des sociétés

française et européenne depuis plus de 20 ans, en prétendant emprunter une « *troisième voie* » qui a, en réalité, pris, sous les traits de Tony Blair ou Gerhard Schröder, la figure du renoncement et de la conversion.

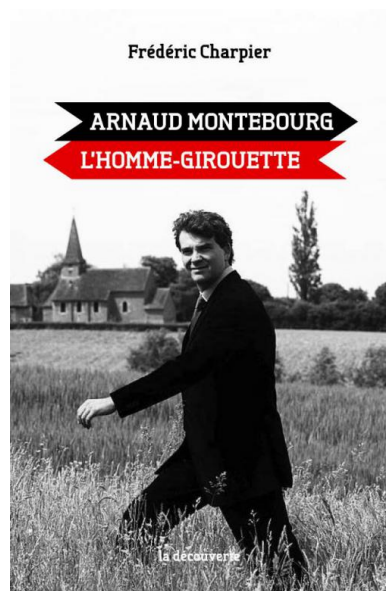
La lucidité, désormais, consiste à refuser cette pensée tiède, dont une variante majeure emprunte le visage de l'expertise. On l'a vu lorsque des gouvernements de techniciens ont prétendu, en Italie ou en Grèce, « *prendre le relais* » du politique et de la démocratie sous la houlette d'institutions supranationales non élues, démonétisées, voire découvrant sur le tard les méfaits des politiques qu'elles avaient fait appliquer à coups de bâton, comme le FMI dans son rapport du printemps 2016.

Ce refus de la pensée tiède ne signifie pas, pour autant, le refus de tout compromis puisque, de même qu'on ne peut faire la paix qu'avec ses ennemis, on ne peut penser d'alliances et de coalitions qu'avec des dissemblables. Aucune chapelle de la gauche ne peut prétendre aujourd'hui l'emporter en demeurant dans un splendide isolement. Le travail d'organisation, de réorganisation et de réarticulation d'une hégémonie culturelle aujourd'hui battue en brèche doit produire une pensée qui rapproche et qui abandonne ces rigidités de posture présentes dans tous les secteurs de la gauche.

Cette rigidité est notamment répandue chez certains contempteurs de la « *pensée unique* » ayant endossé, dans un contexte intellectuel submergé, après 1989, par une doxa médiatico-intellectuelle convaincue que la révolution et l'idée communiste appartenaient définitivement au passé, le rôle de rappeler la pertinence de la critique anticapitaliste et antilibérale. Leur indéniable lucidité d'antan autorise certains d'entre eux à se croire les « *gardiens du temple* » de la radicalité et les porte-parole exclusifs d'un radicalisme oscillant entre impasses stratégiques et conformisme sûr de lui, à partir de constats pertinents, mais qui, à force de servir de seule boussole politique, conduisent à des impasses stratégiques les condamnant à rester ultra-minoritaires.

Ces porte-parole se refusent à voir ce qui surgit et se contentent finalement de rabattre les monstres actuels sur les structures qui les ont engendrés, de multiplier les procès en tartufferie envers quiconque ferait un pas vers eux s'il ne les a pas accompagnés depuis le berceau et de s'isoler dans des replis sectaires plutôt que d'affronter la possibilité de causes communes. Cette radicalité-là est victime de son « mono-idéisme », qui peut prendre pour sujet aussi bien l'obsession de la sortie de l'Union européenne, que la question coloniale ou l'impérialisme américain.

On a vu ainsi un économiste de l'EHESS frayer avec le Front national au motif qu'il serait le seul parti prêt à rompre avec l'euro ; des intellectuels « indigénistes » défendre des mariages non mixtes entre « non-Blancs » en révoquant de fait l'histoire des luttes émancipatrices de la gauche, en particulier le féminisme ; des anticapitalistes vomir Mélenchon parce qu'il a été sénateur socialiste et qu'il ne chercherait qu'à « rabattre » des voix pour le PS ; ou encore le candidat de la « France insoumise » renvoyer dos à dos les Mig ultramodernes de l'aviation russe et les roquettes antichar des rebelles d'Alep par réflexe anti-impérialiste et antiaméricain.



Le troisième écueil dans la manière de raisonner se situe à l'exact opposé de la pensée rigide et prend la forme d'une pensée-girouette, dont Manuel Valls, après Arnaud Montebourg, a été l'incarnation, que ce

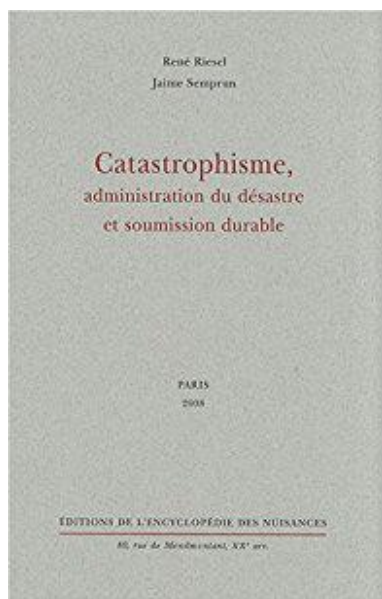
soit sur le 49.3, la Cour de justice de la République ou la prétention bien illusoire à rassembler deux gauches qu'il jugeait incompatibles. Il existe en effet de réelles lignes rouges qui ne permettent ni circulation alternée ni navigation au gré des flux électoralistes ou des tendances médiatiques.

François Hollande avec ses ponts vers la finance ou la déchéance de nationalité ; Manuel Valls avec le forceps de la loi Travail ou sa vision martiale-sécuritaire du monde et de la société ; ou encore toute une gauche qui construit à l'intérieur un « problème musulman » lui permettant de détourner les yeux de la question sociale, et à l'extérieur un « problème djihadiste » qui lui permet de se laver les mains dans le sang d'Alep... Toutes ces prétendues gauches ont abordé des continents sans retour.

Pour autant, le refus d'une pensée-girouette implique de rester dans une démarche inclusive qui, tout en étant ferme sur les lignes rouges, n'exige pas de l'autre qu'il aille à Canossa devant tel ou tel pape autoproclamé de la « vraie » gauche. Si une partie du camp progressiste passe son temps à reprocher à l'autre d'avoir eu des yeux doux pour des autocrates tropicaux et que celle-ci juge définitivement impardonnable d'avoir rédigé trois paragraphes en 1987 pour la Fondation Saint-Simon, la gauche sera longtemps condamnée à se tromper d'adversaire.

Le quatrième réflexe qui complète la paralysie de l'hémisphère gauche est une pensée dont le rapport au temps est figé, sous trois aspects différents, mais complémentaires. Le premier est une forme de nostalgie permanente en forme de néo-ouvriérisme, de ressassement des luttes victorieuses et de déploration devant l'éloignement de ces Trente Glorieuses où la « centralité ouvrière » était le moteur des luttes et des conquêtes sociales. Le deuxième prend les traits d'un optimisme téléologique consistant à expliquer, en substance, que la victoire de Trump constitue le dernier sanglot du mâle blanc *redneck*, au motif qu'il suffit que les sociétés occidentales soient en train de devenir inéluctablement plus ouvertes, métissées et libérales, pour pouvoir attendre sereinement des transformations politiques positives.

On repère cette tendance dans la confiance excessive envers le mouvement historique des « *multitudes* » chères à Toni Negri et Michael Hardt, auxquelles les technologies numériques offrirait la possibilité de se constituer en un « *general intellect* » dont la nouvelle organisation du travail permettrait de dépasser pour ainsi dire « naturellement » le capitalisme.



Le dernier versant de ce rapport figé au temps est celui qui se complaît, à l'inverse, dans la contemplation du désastre et les visions de la catastrophe. Alors que l'apocalypse semble, sinon déjà en cours, du moins en point de mire, le Comité invisible, ou encore René Riesel et Jaime Semprun, dans *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable* ont raison d'avertir sur la façon dont cette rhétorique de la fin du monde permet de faire accepter aux populations des conditions de vie sans cesse plus dures. « *En adoptant la gestion de crise comme technique de gouvernement* », le capital aurait ainsi « *substitué au culte du progrès le chantage à la catastrophe* », parce que « *le but de la prophétie n'est jamais d'avoir raison sur le futur, mais d'opérer sur le présent* ».

Sortir de ces réflexes de pensée en forme de cul-de-sac suppose une forte dose d'introspection, car ils peuvent cohabiter en chacun. Cela impose aussi de crever les bulles numériques, sociales, spatiales ou

informationnelles qui n'ont fait que se durcir. Mais surtout de tenter de résoudre de vrais nœuds qui étranglent aujourd'hui le camp progressiste.

Nœuds

Jamais, historiquement, la gauche n'a connu autant de lignes de clivage politico-intellectuelles. Parmi les ligatures les plus solidement nouées, on trouve la question de la nation et de la souveraineté (et de l'Europe), celle de la laïcité, de l'islam et du multiculturalisme, du libéralisme et des places respectives de l'individu et de la société ou des politiques dites « minoritaires » dans le projet d'émancipation, celles de la question raciale et de la question sociale, du rapport aux urnes, de la vision du progrès, de la tension entre exigence démocratique d'horizontalité et besoin d'institutions verticales, du rôle des technologies dans les nouvelles formes d'aliénation, de l'échelle de l'organisation de la vie sociale et politique, ou encore des manières de réagir et de s'organiser face à l'incendie planétaire...

Certains de ces nœuds relèvent au premier chef du narcissisme des petites différences et de la promptitude de l'« *Homo sinister* » à commencer par taper sur le plus proche de lui avant de s'intéresser à son adversaire direct. D'autres se fondent davantage sur des analyses divergentes érigées en barrières infranchissables. Pourtant, un effort d'honnêteté intellectuelle permettrait sans doute de discuter, de surmonter ou de hiérarchiser ces contradictions. D'autres encore relèvent de lignes de fracture profondes et témoignent de tensions qui distinguent des gauches irréconciliables, et donc des perspectives stratégiques et/ou politiques qui ne peuvent cohabiter.

Parmi les clivages qui opposent parfois inutilement différents pans de la gauche et créent des désaccords là où des alliances, ne serait-ce que de circonstance, pourraient être formées, et ne servent même parfois qu'à flatter le plaisir d'avoir raison contre son voisin, on trouve la tension entre horizontalité et verticalité, la dichotomie entre État et autogouvernement, l'accent mis sur les mouvements sociaux ou la politique institutionnelle, voire la stratégie des « petits gestes »,

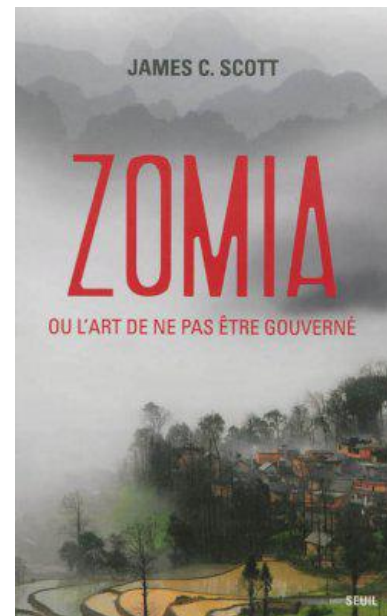
de type « *colibri* », pour parler comme Pierre Rabhi. Sans se confondre ni se recouvrir, ces oppositions se répondent parce qu'elles relèvent de lignes de partage proches, sinon similaires : jouer le jeu des institutions existantes ou rester en dehors, être plus ou moins attentif à la forme des mobilisations (pensées comme des préfigurations des mondes à venir) ou à leurs fins, ou opposer mobilisation locale et action globale.



La tension entre verticalité et horizontalité aurait ainsi, dernièrement, scindé le mouvement Nuit debout et fragiliserait aujourd'hui Podemos. Une gauche allant du *Monde diplomatique* au Comité invisible, jusqu'à certaines organisations de la gauche associative, syndicale ou politique, se démarque ainsi des dynamiques de type Occupy ou « Indignés », soupçonnées d'être excessivement soucieuses des procédures démocratiques et des processus de la mobilisation, et d'être ainsi vouées à l'échec, faute de ne pas se poser la question du pouvoir.

Pour l'essayiste Thomas Frank, s'exprimant **dans les colonnes du *Monde diplomatique***, le mouvement Occupy serait ainsi tombé « amoureux de lui-même », en même temps que dans le piège d'une contestation sans revendication. Il est pourtant évident que le mouvement né à Zuccotti Park avait quelque pertinence à choisir de mobiliser autour de la question de la dette (des ménages ou des étudiants), plutôt qu'autour du travail et de la grève (ce qui suppose d'être salarié) et que la campagne antidette menée après l'occupation invalide l'idée d'un mouvement naïf et incapable de se donner des buts. Tout comme il est évident que la Nuit debout n'aurait pas pris son envol sans l'organisation de membres ou de proches

du *Monde diplomatique* et sans le corpus du Comité invisible, pourtant **prompt à moquer** les angoissés de la démocratie directe.



Ces accusations réciproques tiennent davantage du souci de se démarquer d'un groupe à un autre que d'une contradiction philosophique ou politique fondamentale. Quiconque a lu honnêtement les anthropologues anarchistes **James C. Scott** ou David Graeber ou l'*Imperium* de Frédéric Lordon ne peut traiter les premiers de doux rêveurs imaginant un monde spontanément autogéré et le second de kolkhozien autoritaire. Et les expériences d'autogouvernement du Chiapas, des communautés mexicaines autogérées au Guerrero et au Michoacan, ou encore des Kurdes du Rojava, si elles se pensent sans État, parce que ceux-ci sont défailants ou malveillants, ne se vivent pas sans institutions.

En Espagne, où la création et les succès électoraux de Podemos dans la foulée des mobilisations indignées ont reposé la question du rapport des forces contestatrices aux mouvements sociaux, les « marées » de Galice ou les mairies prises grâce à des élaborations politiques singulières à Madrid ou Barcelone (avec une maire issue de la plate-forme antiexpulsion) rappellent qu'il est possible de « squatter le pouvoir » et de « prendre d'assaut » les institutions pour les transformer, à condition de savoir qu'il ne s'est pas

rien passé entre l'occupation de la Puerta del Sol par le 15 M en 2011 et l'émergence de Podemos en 2014 : cette période a été mise à profit pour bâtir de multiples expériences éloignées des radars médiatiques, mais déterminantes pour construire les convergences des années suivantes.



Le nœud actuel que se fait la gauche autour de la possibilité, du danger ou de la nécessité d'un « populisme de gauche », tel qu'il est prôné par Chantal Mouffe et repris à son compte par Jean-Luc Mélenchon, est en partie lié à une inquiétude excessive, qui juge que parce que celui-ci constitue, dans les mots, le reflet du « populisme de droite », il risquerait d'en être aussi le miroir dans la réalité. Or, la tension est en grande partie dénouable par l'idée qu'il existe mille manières de construire un sujet de la transformation sociale qui peut ne pas se réduire, ou plutôt se diluer, dans cette catégorie nébuleuse, quoique politiquement mobilisatrice, de « peuple », quand bien même il s'agirait d'un peuple toujours à venir. L'idéologie, la pratique et même les références politiques et intellectuelles peuvent coulisser de manière variable, selon qu'on se situe dans la tactique électorale, la mobilisation stratégique ou la construction de projets.

D'autres nœuds plus serrés, car ils impliquent des différences d'orientation stratégique, peuvent toutefois être dépassés ou réarticulés, par exemple concernant la question de la souveraineté et donc la question européenne, sur laquelle les gauches doivent pouvoir s'entendre sur le fond (le caractère vicié à la base des institutions européennes), à défaut de partager les mêmes visées tactiques (en sortir ou non ? Et si oui, quand et dans quels termes ?). Il existe en effet un espace entre les accusations de repli national lancées à l'encontre de quiconque juge qu'il faut des protections face aux dumping écologiques et sociaux et que l'Europe actuelle ne peut être réformée, et une pensée-panacée qui fait de la sortie de l'euro l'alpha et l'omega de toute politique en refusant de répondre aux inquiétudes posées par l'idée d'un « détour national » dans un contexte de durcissement et d'ethnicisation croissante des questions sociales.

La perte de souveraineté populaire est réelle, la volonté de reprendre le contrôle légitime, et l'idée que les frontières peuvent être aussi des protections n'est pas, en soi, abominable. La question demeure ouverte de savoir quel est le meilleur échelon – local, municipal, national, transnational – pour regagner une souveraineté élimée. Mais condamner par avance comme « nationalistes » celles et ceux qui veulent réhabiliter un échelon national, y compris quand ils précisent qu'ils ne fondent la « Nation » sur aucune homogénéité raciale, mais proposent même de la définir comme le lieu où l'on paye ses impôts, ce qui inclurait les immigrés et exclurait les évadés fiscaux, ne permet que d'accentuer la libre circulation des capitaux et des marchandises, pas celle des hommes ni des idées.

À l'heure où certains, y compris à gauche, s'effarouchent de replis communautaires qui viendraient saper ce qui fait le destin partagé d'un État-nation, il faudrait clarifier une bonne fois cet épouvantail du « communautarisme » qui effraie les plus républicains à gauche. S'il est difficile de nier des replis sociaux, spatiaux ou religieux dans certaines banlieues, il faut tout de même rappeler que le groupe social qui remplit le mieux les critères les plus stricts du « communautarisme » (entre-soi et sécessionnisme

spatial et immobilier, endogamie maritale et familiale, fraude socioéconomique et sentiment d'impunité qui va avec) demeure... la grande bourgeoisie et, d'une manière plus générale, les secteurs les plus fortunés de la population de notre pays.



Sur le libéralisme et l'individualisme, contrairement à ce que veulent nous faire croire quelques polémiques surjouées, il n'existe pas de contradiction ultime à se vouloir libéral en termes de mœurs et antilibéral en termes économiques ; entre le commun et les politiques minoritaires. Mais, plus profondément, les écarts se creusent entre, pour le dire vite, d'un côté, une gauche dont Jean-Claude Michéa s'est fait le théoricien et qui séduit une partie du camp écologiste et antiproductiviste en reprochant à la modernité d'avoir débridé l'individualisme et en critiquant les désirs consuméristes et la revendication de droits personnels comme une « dictature des minorités » décomposant le socle d'une société commune et l'unité du peuple ; et, de l'autre, une gauche minoritaire qui ne considère pas que le « libéralisme culturel » constitue le faux nez du libéralisme économique, mais un enjeu de reconnaissance et de lutte contre des situations de domination irréductibles à la question sociale dans son sens historique.

En jugeant qu'il faudrait choisir entre la critique du néolibéralisme et la critique des discriminations, toute une partie de la gauche rompt en réalité avec

l'histoire des luttes qui l'ont constituée, jusqu'à, parfois, au nom de la défense des « limites » (de la planète ou de l'être humain), frayer avec des décroissants catholiques issus de la Manif pour tous. Cette jonction, autour de la critique du progrès, entre une gauche orwellienne et technophobe, et une droite traditionnaliste exige d'être contrée à la fois en sauvant l'idée d'un progrès social et politique débarrassé de son productivisme et de son optimisme béat, et en permettant matériellement et idéologiquement aux anciennes majorités sociales, ethniques ou géographiques, tout comme aux minorités non privilégiées, de participer aux acquis de la modernité.

Sur la protection sociale, face à un clivage qui aime mettre en scène une éternelle querelle des anciens et des modernes, la question brûlante du revenu universel est riche d'enseignements. Elle opposerait une gauche convaincue de pouvoir inventer de nouveaux dispositifs au risque de tomber dans le piège libéral tendu par Milton Friedman en fournissant les nouvelles « armées de réserve du capitalisme », à une autre qui croit d'abord à la défense des acquis de l'après-guerre et au maintien des précieux héritages. Même s'il serait sans doute envisageable de dessiner, en pratique, des positions sinon médianes, du moins compatibles, il y a ici matière à un véritable choix sur l'orientation du projet de refondation que l'on recherche.

Soit on juge, comme le fait par exemple Mona Chollet, qu'un saut dans l'inconnu pourrait mener à des expérimentations inédites et que le libre usage de son temps permis par un tel dispositif pourrait nous entraîner dans des directions beaucoup plus émancipatrices qu'on ne l'imagine. Soit on continue de considérer que la sécurité sociale et la solidarité collective sont des formes de redistribution précieuses qui risquent d'être emportées par l'instauration d'une « pension » à vie par le capital, et doivent donc être défendues mordicus, sans que cela interdise l'expérimentation d'autres dispositifs complémentaires pour répondre aux transformations de l'économie.

Même s'il est important de pouvoir penser la rupture, il semble difficile de ne pas s'inquiéter de ce qu'une « solution » pour demain, en apparence radicale et simple, risque d'être un leurre, si elle se contente de proposer de nouveaux dispositifs, même inventifs, sans suffisamment se soucier des philosophies politiques et idéologiques qu'ils portent, ni surtout des structures qui les rendent possibles, en l'occurrence rien de moins que le système capitaliste lui-même.

D'autres nœuds, enfin, supposent de véritables mises au point idéologiques, qui conduiront à d'inévitables ruptures, parce qu'ils départagent des pensées qui n'ont plus de gauche que l'apparence ou le nom. La manière dont une partie de la gauche, au nom de la République ou de la laïcité, produit une lecture du monde social en termes d'appartenance religieuse/identitaire n'est plus acceptable : il n'est plus possible de continuer à considérer qu'une authentique politique d'émancipation ne peut être menée que sous l'étendard de la raison délivrée des superstitions religieuses. La haine de la religion, présente dans une bonne partie des gauches françaises, est un archaïsme qui les empêche d'être au contact d'une large frange des classes populaires.

Sur l'islam, puisque c'est bien la religion dont il s'agit quand on parle de laïcité ou de république, il y a une place pour une compréhension fine de ce qui advient aujourd'hui, même s'il n'existe plus d'espace partagé, ni partageable, avec une vieille gauche en faillite, dont Jacques Julliard constitue la dernière version fossilisée. Ce n'est pas, en effet, épouser aveuglément la cause des « damnés de la terre » que d'observer que les partisans d'une laïcité agressive alimentent une islamophobie politique, médiatique et populaire, à moins de considérer que tous ceux qui s'en démarquent, tels le pape François ou Emmanuel Macron, appartiennent aussi au camp des dangereux « islamo-gauchistes », une catégorie d'analyse aussi floue qu'indigente. Ce n'est pas non plus être naïfs et angéliques que d'insister sur la nécessité de lutter contre le danger terroriste sans pour autant céder à

l'invention récurrente d'ennemis imaginaires ayant les traits de ces jeunes filles voilées à l'université ou de ces mères de famille en burkini sur la plage.

Un minimum d'honnêteté intellectuelle est aussi suffisant pour entendre que tout ne s'explique pas par la grille anti-impérialiste et « décoloniale ». Après avoir connu une vague de révolutions politiques, le Moyen-Orient est aujourd'hui plongé dans une guerre civile et religieuse qui n'est réductible ni aux effets des guerres passées et présentes menées par les Occidentaux, Américains en tête, ni à la question des enjeux pétroliers et des tracés des gazoducs.

Certes, même si c'est compréhensible dans ce contexte de stigmatisation des populations de croyance et/ou de culture musulmanes dans lequel nous baignons, une partie de la gauche radicale a choisi de faire de la question « raciale » une cause prioritaire, voire exclusive. À l'inverse, une frange de la gauche radicale s'est faite, en réaction, explicitement « antiraciale », considérant que la mise en avant exclusive de la question raciale est une forme de racisme inversé et un reniement de la lutte des classes. En parallèle, une fraction du camp « indigéniste » s'est engagée dans un raidissement identitaire explicable face au rouleau compresseur réactionnaire.

Ce choix, nous pouvons le leur reprocher, car il engage un type de combat qui la condamne à une impasse stratégique en ce qu'il force ses défenseurs à demeurer plus que minoritaires et inaudibles dans l'opinion, et à rendre impossible la construction d'alliances politiques, au-delà de ponctuelles convergences de luttes. Mais les nœuds qui se sont développés sur les groupes non mixtes racontent au moins deux choses. D'un côté, on doit considérer tactiquement l'*empowerment* que peut permettre la non-mixité sexuelle ou raciale, à condition non d'en faire une fin, mais un moyen nécessairement circonscrit dans le temps et dans l'espace. De l'autre, on doit s'inquiéter de la manière dont cette non-mixité flatte un penchant existentiel de toute une partie de la gauche qui se trouve toujours mieux entre soi que confrontée à l'autre. S'il y a un sens à vouloir se « construire » ou se « reconstruire » existentiellement à l'écart du

monde et d'un système politique institutionnel en bout de course et peu bienveillant, ce choix ne peut aller sans perspective de dialogue et de coconstruction avec d'autres forces et d'autres catégories sociales dont les intérêts communs et les ennemis politiques sont à identifier.



Il existe, en outre, suffisamment d'articulations réelles entre question sociale et question « raciale » – ne serait-ce que la composition concrète des classes populaires – pour que nous n'ayons pas à choisir entre la défense des ouvriers blancs et celle des « Arabes » musulmans. Les sociétés européennes ont certes été transformées en profondeur par l'apport migratoire des dernières décennies et présentent aujourd'hui un visage beaucoup plus divers qui impose de veiller sur les malaises d'un monde social fragilisé économiquement. Mais il est possible de prendre en compte les communautés et les cultures sans vouloir les rattacher au forceps à une improbable souche homogénéisée *a posteriori*, en redéfinissant les conditions de fonctionnement et les exigences d'un creuset social qui ne soit ni un « open bar » multiculturaliste ni une nouvelle variante de l'assimilation coloniale. Cela n'implique ni « déni des cultures » ni de brandir avec effroi une « insécurité culturelle » qui ne fait que durcir les difficultés et les rivalités en les rendant irréductibles. Ceux qui pensent

ainsi incarner une « gauche forte » ou un « constat lucide » face à une gauche « bien pensante » ne font que chevaucher les dérives du camp adverse.

Tous ces nœuds ne se résoudreont qu'en s'approfondissant et en se clarifiant, non en édulcorant les contradictions réelles qu'ils contiennent mais parce que ces contradictions sont surmontables, à condition qu'elles permettent de dégager ensemble des sentiers en friche, qu'ils aient été abandonnés aux mauvaises herbes ou demeurent peu empruntés. Parmi ces pistes, non exclusives, plusieurs peuvent constituer une base de départ pour une reconquête des terrains perdus ou délaissés.

Pistes

La première exige de mener une bataille culturelle bien plus combative, après avoir cru à une l'hégémonie de l'intelligence de gauche au point de ne pas repérer plus vite les artisans habiles et bien équipés matériellement et financièrement de la contre-révolution néolibérale, puis réactionnaire, menée depuis les années 1980 et préparée bien en amont. À l'heure où le candidat de droite à l'élection présidentielle française exige un « choc libéral » pour la France, il est temps, sans aller jusqu'à exiger un « choc communiste », de se montrer aussi offensif qu'une droite dont le traditionalisme social et les vieilles recettes économiques ont mené le pays jusqu'au mur de souffrance sur lequel s'abîme une grande partie de la population.

La réactivation de la bataille culturelle passe par la capacité à ressusciter un autre récit que celui inauguré par Friedrich Hayek. Comme le souligne l'essayiste Georges Monbiot : « *Ceux qui racontent les histoires dirigent le monde. Notre tâche fondamentale est d'inventer une nouvelle histoire pour dire ce que signifie être humain au XXI^e siècle. Ce récit doit être aussi attractif pour certains électeurs de Trump ou du Ukip que pour les partisans de Clinton, Bernie Sanders ou Jeremy Corbyn.* »

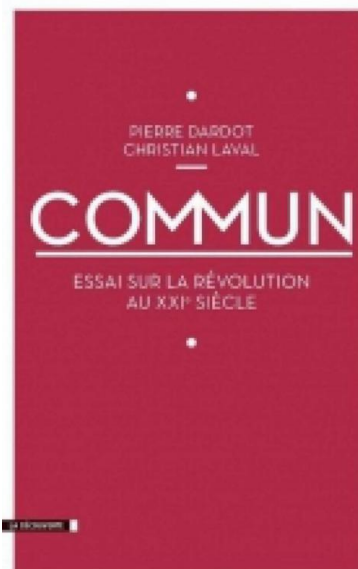
Un tel récit implique notamment d'inverser le discours réducteur du néolibéralisme faisant de l'être humain un individu intéressé et calculateur, en s'appuyant par exemple sur Kropotkine, qui faisait de l'entraide un facteur de l'évolution, ou Castoriadis, selon lequel

l'homme est cet être inapte à la vie qui, pour survivre, doit créer sociétés et institutions, et ainsi se montrer coopératif par défaut. Il faut toutefois noter qu'un tel récit n'est susceptible d'avoir des effets politiques réels que s'il s'accorde à une configuration socio-historique qui en confirme la validité. Ainsi, le récit de la « lutte des classes moteur de l'histoire », quoique simpliste au regard de la complexité sociologique produite par la division du travail sous le capitalisme, a-t-il pu s'imposer parce qu'il a rencontré une certaine réalité matérielle des forces productives et pu ainsi servir de « détonateur » en permettant le fameux passage de la classe « en soi » à la classe « pour soi ».

La deuxième impose sans doute de prendre et garder la rue. Même une droite qui n'avait guère la culture de la manifestation a compris que mobilisation dans les urnes et mobilisation dans la rue non seulement ne s'opposent pas, mais se nourrissent mutuellement. Ce sont les réseaux de la Manif pour tous qui ont mené à la victoire de François Fillon à la primaire de la droite et du centre, et au maintien de sa candidature après la manifestation du Trocadero. Toutefois, « la rue *versus* les urnes » ne constitue pas simplement un axe que chacun fait coulisser différemment, au gré de ses engagements, de ses priorités ou des disponibilités. La rue, comme figure d'incarnation populaire, certes instantanée et partielle, constitue en effet le rappel nécessaire de la centralité de la question sociale (comme on l'a vu en 1995 sur la question des retraites lors de la dernière « victoire » politique de manifestants ou au printemps dernier à l'occasion de la loi « Travail ») dont l'abandon est à la racine des maux de la gauche.

La troisième passe par la réanimation du désir d'égalité, à la fois décisive et seule à même de réconcilier défense des minorités et lutte contre les conséquences de l'ultralibéralisme. Mais, pour en refaire un désir au moment où d'autres affects semblent l'emporter (réussite, soif de liberté, affirmation individuelle), et non une simple « valeur » invoquée rituellement par certains et contestée par d'autres comme synonyme de grisaille soviétique, peut-être faut-il reformuler l'espoir égalitaire (sans lequel il n'est pas d'issue pour la gauche) à la première

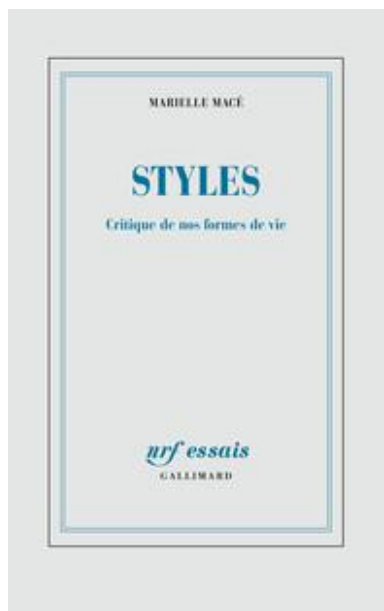
personne : non pas contre l'individu, en tant qu'il serait l'ennemi des solidarités collectives, mais depuis ses aspirations.



Penser une égalité à la première personne, qui n'épouse pas les traits honnis de l'égalitarisme homogène, ni ne se contente de se flatter d'une égalité souvent confondue avec une pseudo-« égalité des chances », impose de développer un monde « commun » dans la perspective dessinée par Pierre Dardot et Christian Laval : un commun comme dépassement de l'opposition entre propriété privée/propriété publique, un commun comme pratique susceptible de déjouer les pièges de l'appartenance communautaire *a priori*, puisque c'est d'abord, voire seulement dans la pratique que peut se fabriquer et se nouer la communauté.

La quatrième suppose une capacité à prendre en compte le fait qu'une politique cohérente ne peut se contenter de vouloir agir sur les structures ou bloquer les infrastructures, mais doit se soucier de la vie elle-même – sans pour autant se complaire dans l'idée nébuleuse du développement des « formes de vie », qui peut aussi se révéler être un succédané de la politique en forme de tentation esthétique. La reconnaissance que le « partage du sensible » fait intégralement partie de la politique ne doit pas masquer la limite d'une attention démesurée aux formes de vie, se concentrant seulement sur les manières d'habiter le monde, la

beauté du geste ou la pertinence du slogan, sans guère se soucier de l'efficace de la démarche, voire en s'inscrivant dans un processus élitiste et déconnecté.



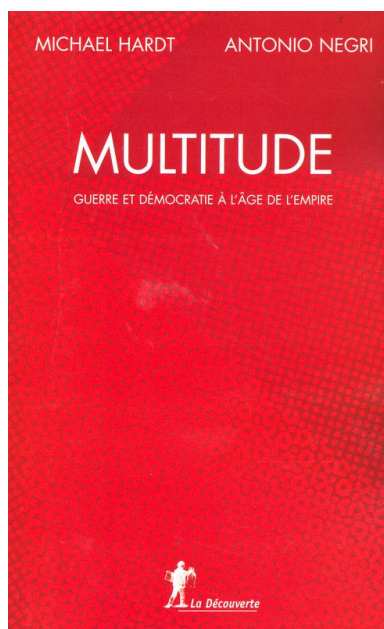
Entre position « radical-chic » et renoncement à peser sur les structures qui nous entourent, cette attitude parfois « *escapiste* », certes tentante pour qui en a les moyens, risque de s'apparenter à un dandysme aussi obsolète qu'inoffensif. Giorgio Agamben ou Marielle Macé ont attiré l'attention sur l'obligation de s'intéresser aux « formes de vie ». Sans doute cette question peut-elle aider à se dépêtrer du nœud des valeurs et de leurs hiérarchies, en assurant un « *passage d'une attention aux modes d'être à la décision d'en protéger certains et d'en accuser d'autres* », qui dessine non pas un « *domaine du savoir pacifiable sur lequel nous aurions tous à nous mettre d'accord, mais un terrain où s'opposent nécessairement des décisions sur la vie* ». Mais comment la « *stylistique de l'existence* », telle que la revendique Marielle Macé, peut-elle engager réellement « des suites d'appropriations, de dépropriations et d'expropriations », qui dévalorisent certaines formes de vie et en promeuvent d'autres, et permettent de décider collectivement des « formes qui comptent » ? Il n'est pas prouvé qu'une politique des modes de vie puisse offrir les conditions d'une véritable transformation sociale.

Toutefois, ce qui semble aujourd'hui un préalable fondamental dans l'enjeu des dissipations des brouillards de la gauche est sans doute la définition de ce qu'on peut appeler l'acteur ou le sujet de la transformation sociale (ou révolutionnaire). Si la droite se donne ouvertement (ou non) la peine de défendre les intérêts des classes dominantes, il revient à la gauche (faut-il le rappeler ?) de penser son action en fonction de ceux qui, dans la société, ont « *intérêt à l'émancipation* » (Jürgen Habermas).

La tradition socialiste et sociale-démocrate, qui a longtemps dominé la gauche, avait pour base sociale le mouvement ouvrier dans la forme du prolétariat – terme qui a aujourd'hui disparu des discours publics. La gauche libérale-sécuritaire prétend vouloir défendre les intérêts de tous, mais en réduisant la société à une simple collection d'individus ou d'entités : pauvres, chômeurs, salariés, entreprises, etc. Se doutant que cela ne suffit pas, elle choisit le plus souvent de considérer que l'intérêt bien défendu des plus riches aura, *in fine*, un effet positif sur la condition de classes subordonnées (selon la théorie fallacieuse ultralibérale du *trickle down*, ou « *effet de ruissellement* »).

Face à la disparition du prolétariat (qui ne signifie pas la disparition de la condition ouvrière) et à la difficulté à mobiliser un « précaire » hétérogène, on a assisté, depuis quelques années, à des tentatives de redéfinition de ce sujet de la transformation sociale. Au sein d'une gauche attentive au vertige inégalitaire : le salariat (tel qu'il est pensé par Gérard Filoche), les classes moyennes (dont on peine à trouver une définition politiquement opérationnelle

et mobilisatrice), les classes populaires (elles-mêmes parfois clivées entre populations blanches et non blanches), le peuple, les 99 %, etc.



Au sein de la gauche plus radicale, la reconfiguration s'organise souvent autour de luttes « *single issue* » qui définissent des sujets minoritaires. Que ce soit les LGBT, les migrants, les indigènes, chacun cherche et trouve son « peuple » à défendre, au risque de l'héroïsation. Dans d'autres secteurs, on constate à l'inverse le succès intellectuel de redéfinition asociologique du sujet révolutionnaire, comme chez Toni Negri et Michael Hardt, où la « *multitude* » n'a pas produit une redéfinition opératoire des masses ; ou chez Alain Badiou, où la révolution semble demeurer un événement métaphysique sans sujet identifié, loin de l'« *analyse concrète des situations concrètes* » que professait Lénine. À quoi il faut ajouter une pensée écologiste infusée par les travaux de Bruno Latour, d'Eduardo Viveiros de Castro, de Philippe Descola, des penseurs de la rupture anthropocène ou encore de l'axe « sorcières-écoféministes », qui met « Gaïa », la nature, le « système terre », la planète, les non-humains ou les êtres muets et menacés, non seulement au centre de ses préoccupations, mais au cœur des transformations possibles.

Il n'y a sans doute pas à choisir entre ces différents sujets de l'émancipation ou de la révolution. Mais il est urgent de produire entre eux une alchimie qui ne soit pas que du verbe. Ce qui demande de créer un alliage dont les différentes composantes acceptent d'être, chacune, transformées, afin de permettre une dilatation générale et une augmentation de masse.

Peut-être un espoir se dessine-t-il aujourd'hui dans la manière dont des franges plus nombreuses de nos sociétés fabriquent leur rapport au monde tel qu'il est. Un rapport de défiance radicale face à la mascarade du spectacle et de désillusion complète vis-à-vis de l'incurie et de l'impuissance de ce qu'il faut bien appeler la « politique » face aux urgences qui nous convoquent ; un rapport où, les formes d'organisation traditionnelles ne pouvant plus s'offrir comme « béquilles » ou « remèdes » à leur manque de collectif et d'actions communes, ils et elles sont poussées à inventer, ici et maintenant, des mondes et des modes d'être parallèles.

Pas seulement au sein de communautés ou de groupes ayant fait sécession, mais aussi dans leurs pratiques quotidiennes d'information, d'organisation, de solidarités... Sans modèle ni « sujet de l'histoire » préalables, en rupture aussi bien avec les vieilles lunes réformistes de la social-démocratie qu'avec les modèles révolutionnaires figés, mais avec l'obstination et la certitude de qui sait qu'il n'y a plus lieu d'espérer quoi que ce soit de ce côté-là, et que quelque chose doit commencer d'être reconstruit sans attendre. C'est de la réunion-conjonction de ces mondes parallèles que pourrait naître l'espoir d'un autre monde, qui aura grignoté, celui-là, le nôtre, de l'intérieur...

Boîte noire



Le sommaire complet de ce numéro peut être consulté [ici](#).

Ce papier de la *Revue du Crieur*, une co-production Mediapart-les éditions La Découverte, est également disponible dans le sixième numéro qui en librairie depuis le jeudi 23 février.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.